

Espagne: le gouvernement écorne son dogme sur l'abandon du nucléaire

MADRID (AFP) - Le gouvernement socialiste espagnol a pris des libertés avec son programme électoral prévoyant le désengagement du nucléaire au profit de l'électricité renouvelable, en décidant jeudi d'allonger de deux ans l'exploitation d'une centrale nucléaire en fin de vie en 2011.



Une montgolfière de Greenpeace près de la centrale nucléaire de Garona, dans le nord de l'Espagne, le 9 octobre 2003 (© AFP/Archives - Pedro Armestre)

"La décision du gouvernement est de permettre à la centrale de continuer son activité durant quatre ans, c'est à dire jusqu'en 2013", a déclaré le ministre de l'Industrie, Miguel Sebastian.

Le sujet est sensible car la centrale nucléaire de Garoña, en Castille-et-Leon (nord), mise en service en 1971, est la première concernée par l'engagement pris par le chef du gouvernement de sortir progressivement du nucléaire au fur et à mesure que les réacteurs arrivent en fin de cycle, au profit des énergies renouvelables.

Les derniers mois ont été marqués par les actions du lobby de l'énergie, des manifestations de travailleurs de la centrale demandant de surseoir à sa fermeture et des rassemblements de militants écologistes.

"Ce ne fut pas une décision facile", a déclaré M. Sebastian.

Le chef du gouvernement, José Luis Rodriguez Zapatero, a dû aussi faire face à une fronde dans son camp, Miguel Sebastian lui même étant partisan d'une prolongation de la centrale, tout comme l'ex-chef du gouvernement socialiste Felipe Gonzalez.

Les anti-nucléaires comme les partisans de la centrale n'ont pas tardé à fustiger M. Zapatero, qui a déclaré jeudi que la décision serait "critiquée de part et d'autre".

"Zapatero s'est incliné face aux pressions du lobby nucléaire, ce qui montre son incohérence et son manque de volonté politique", a déclaré à l'AFP un responsable de Greenpeace Espagne, Carlos Bravo. Greenpeace international a estimé que "Zapatero (échouait) à s'imposer comme un leader sur le climat".

"Décision de Salomon qui ne règle pas le problème et ne satisfait personne", a asséné le porte-parole des écolo-communistes au Parlement, Gaspar Llamazares.

"La priorité absolue du gouvernement était les postes de travail" des quelque mille personnes concernées par la fermeture, a déclaré M. Sebastian. Le gouvernement va agir dans la région pour créer au moins autant de postes de travail que ceux qui vont disparaître.

M. Sebastian a affirmé que "le programme électoral de 2008 laissait la place à l'interprétation la plus raisonnable", et qu'il ne "fallait pas tourner le dos aux réalités sociales" et économiques.

Le programme pour les élections législatives de mars 2008 prévoyait "la substitution graduelle de l'énergie nucléaire par des énergies sûres (...) fermant les centrales nucléaires de manière ordonnée au moment de la fin de leur vie utile, donnant la priorité à la garantie de la sécurité et avec le plus grand consensus social".

Les prochaines élections législatives devraient avoir lieu en 2012.

Le parc nucléaire espagnol compte six centrales (et huit réacteurs) qui produisent environ 20% de l'électricité consommée dans le pays.

Les partisans de la poursuite de l'exploitation réclamaient une prolongation de 10 ans (l'autorité de sûreté nucléaire espagnole ayant dit que la vie de la centrale pouvait être prolongée de 10 ans) et voient dans la demi-mesure gouvernementale un "caprice".

Cette décision du gouvernement est "aberrante, fruit du caprice de monsieur Zapatero", a déclaré le leader du Parti Populaire (PP, droite), Mariano Rajoy, ajoutant qu'il reviendrait sur cette décision s'il arrivait au pouvoir en 2012.

Le patronat a réclamé dix ans de plus et le syndicat CCOO a dit que le gouvernement "ferait mieux de présenter une proposition énergétique pour le pays".